

Unité départementale de la Moselle  
POLYgone - bâtiment GH  
5 rue Charles Le Payen  
57000 Metz

Metz, le 13/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AGC GLASS SEINGBOUSE**

Parc d'activités Districl  
Mégazone Moselle Est  
57455 Seingbouse

Références : SEINGBOUSE\_AGC-INTERPANE\_2025-01-08\_RAPVI\_MED\_JPBM\_00851  
Code AIOT : 0006204851

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement AGC GLASS SEINGBOUSE implanté Parc d'activités Districl Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisé dans le cadre de l'action collective régionale 2.3.4 "Gestion du risque légionelle".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGC GLASS SEINGBOUSE
- Parc d'activités Districl Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse

- Code AIOT : 0006204851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de la société AGC Glass Seingbouse est centrée sur la fabrication de verre plat, et peut en produire jusqu'à 800 t/jour.

La société est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-413 modifié du 22 décembre 2000 et complété par les arrêtés préfectoraux 2016-DLP/BUPE-245 du 17 octobre 2016, 2017-DCAT-BEPE-188 du 12 septembre 2017, DCAT/BEPE/n°2021-143 du 20 juillet 2021 et DCAT/BEPE/n°2022-63 du 7 avril 2022 à exploiter un four verrier sur la commune de Seingbouse, et est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Formation                         | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)       | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 2  | Analyse Méthodique des Risques    | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a (partiel) | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 5  | Plan de surveillance              | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 (partiel)   | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 6  | Stratégie de traitement préventif | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel) | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 3  | Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a et b (partiel) | Sans objet        |
| 4  | Procédure de gestion                                | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)      | Sans objet        |
| 7  | Nettoyage annuel                                    | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)      | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître trois non-conformités :

- Préciser les points critiques du circuit (bras mort, zone de forte vitesse, corrosion...) et

- compléter la signification du tableau de l'AMR ;
- Préciser les valeurs cible, d'alerte et d'action des différents indicateurs physico-chimiques et microbiologiques analysés ;
- Déterminer les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>- les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les dernières formations datent de 2012. Une réorganisation est en cours, et l'exploitant affirme sa volonté d'en organiser prochainement.</p> <p>Pour autant, aucun justificatif n'est présenté dans ce sens le jour de la visite.</p> <p>Par courriel du 3 octobre 2024, l'exploitant transmet les justificatifs de la formation réalisée le 15 mars 2022, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le support de formation ;</li> <li>• le cahier des charges de la formation ;</li> <li>• la fiche de présence de la sensibilisation aux risques légionelle.</li> </ul> <p>Pour autant, aucune personne n'est nommément désignée en tant que référente de l'installation de refroidissement.</p>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |

|   |
|---|
| L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la désignation nominative de la ou des personnes référentes sous un délai de 30 jours. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours   |

## N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.</p> <p>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li> </ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...]</p> <p>[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant ne présente pas d'Analyse Méthodique des Risques (AMR) à l'inspection. Pour autant, il présente son mode opératoire du traitement de l'eau du circuit de</p>   |

refroidissement ouvert du laminé, accompagné de schémas de principe de son système de refroidissement. Dans ce document, il précise notamment la fréquence de surveillance des indicateurs physico-chimiques et microbiologiques suivis, la liste des produits utilisés et la liste des documents associés rédigés selon divers cas possibles (dépassement du seuil de légionelles, gestion par le laboratoire extérieur des analyses légionelle...). Le mode opératoire "désinfection, traitement de choc et nettoyage chimique des TAR du circuit de refroidissement ouvert du laminé", particulièrement précis, est également fourni à l'inspection. L'activité continue du site ne permet pas un arrêt de la TAR excédant 3 heures.

Par courriel du 3 octobre 2024, l'exploitant transmet à l'inspection son AMR datée du 1<sup>er</sup> mars 2023 sous forme de tableau. Les divers dangers potentiels sont décrits, avec notamment les mesures préventives mises en œuvre. Pour autant, la signification des colonnes "cotation" et "résultats" ne sont pas suffisamment explicites. Par ailleurs, les points critiques du circuit (bras mort notamment, zone de forte vitesse, corrosion...) ne sont pas non plus précisés ni listés.

L'analyse méthodique des risques ne peut être considérée comme complète.

Aussi, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se remettre en conformité sous un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a et b (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

[...]

**Constats :**

Sur les 12 derniers mois, la fréquence mensuelle de prélèvement est respectée. De plus, durant

|  |
|--|
| <p>cette période, le taux de la légionella spp, y compris celui de la légionella pneumophila, est toujours inférieur à 100 UFC/l (Unité Formant Colonie par litre).</p> <p>Par ailleurs, le point de prélèvement est clairement identifié par une plaque signalétique.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 4 : Procédure de gestion

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>[...]</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La procédure à appliquer lors du dépassement du seuil de légionelles entre 1000 UFC/L et 100 000 UFC/L ;</li> <li>• La procédure à appliquer lors du dépassement du seuil de légionelles supérieur à 100 000 UFC/L.</li> </ul> <p>Ces procédures sont complétées par divers modes opératoires, tels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le mode opératoire décrivant la vidange des TAR du circuit de refroidissement ouvert du laminé ;</li> <li>• le mode opératoire décrivant le nettoyage réglementaire et préventif des TAR du circuit ouvert du laminé et nettoyage en cas de dépassement de seuil.</li> </ul> <p>La prescription est respectée.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 5 : Plan de surveillance

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 (partiel)</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et</p> |

correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant indique réaliser tous les lundis une analyse physico-chimique, et montre à l'inspection son registre dans lequel sont notés les résultats de ces analyses. Pour autant, une seule personne effectue cette analyse et n'est pas remplacée durant ses congés.

Par ailleurs, il présente son mode opératoire du traitement de l'eau du circuit de refroidissement ouvert du laminé, accompagné de schémas de principe de son système de refroidissement. Dans ce document, il précise notamment la fréquence de cette surveillance des indicateurs physico-chimiques et microbiologiques suivis, la liste des produits utilisés et la liste des documents associés rédigés selon divers cas possibles (dépassement du seuil de légionelles, gestion par le laboratoire extérieur des analyses légionelle...).

Le mode opératoire "désinfection, traitement de choc et nettoyage chimique des TAR du circuit de refroidissement ouvert du laminé" est également fourni à l'inspection.

Par courriel du 3 octobre 2024, l'exploitant transmet son tableau permettant d'adapter les traitements en fonction des valeurs cibles. Ce tableau indique les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques suivis, et les actions à exécuter selon l'écart constaté à la valeur de référence inscrite dans le document.

Toutefois, il n'est pas explicité s'il s'agit des valeurs cible, d'alerte et d'action, ou si ces trois valeurs sont semblables.

Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant qu'il précise les valeurs cible, d'alerte et d'action des différents indicateurs physico-chimiques et microbiologiques analysés sous un délai de 30 jours.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant qu'il précise les valeurs cible, d'alerte et d'action des différents indicateurs physico-chimiques et microbiologiques analysés sous un délai de 30 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 6 : Stratégie de traitement préventif**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de



limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

[...]

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

[...]

Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. [...]

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

#### **Constats :**

Divers documents traitant du fonctionnement de la TAR ont été présentés lors de la visite ou transmis par courriel ultérieurement. Ils décrivent notamment la stratégie adoptée par l'exploitant et les caractéristiques des produits utilisés.

Concernant l'autonomie, l'exploitant dispose d'un fût en réserve pour chaque produit (en plus du fût utilisé). Dès qu'il manque un fût de réserve, une commande est effectuée automatiquement.

L'exploitant suit les préconisations du fabricant pour l'utilisation des produits.

Pour autant, ces documents ne font pas état des produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration

|  |
|--|
| auxquels ils sont rejetés.                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

**N° 7 : Nettoyage annuel**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>[...]</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que si le four verrier fonctionne 24h/24 7j/7, la TAR refroidi uniquement le secteur du laminage (incorporation d'un film plastique entre deux plaques de verre). Par conséquent, un arrêt du laminage durant quelques jours est possible.</p> <p>L'exploitant indique le laminage est arrêté au minimum 15 jours en période estivale, et 15 jours en fin d'année. Le nettoyage de la cuve est réalisé en interne, tandis que celui de la TAR est effectué par un prestataire externe.</p> <p>Pour autant, le registre des deux nettoyages n'est pas tenu à jour. Les derniers nettoyages de la cuve ont été notés les 2 août 2023, 21 décembre 2022 et 29 juillet 2022, et celui de la TAR le 26 septembre 2023. L'exploitant affirme néanmoins un nettoyage de la TAR les 9-10 avril 2024 et 10 et 11 septembre 2024, et un nettoyage de la cuve fin 2023 et courant été 2024, sans en apporter de justificatifs le jour de la visite.</p> <p>Toutefois, par courriel du 3 octobre 2024, l'exploitant transmet le rapport du 11 septembre 2024 pour le nettoyage de sa TAR, ainsi que le rapport du 2 août 2024 pour le nettoyage de sa cuve, tous deux datant de moins d'un an.</p> <p>La prescription est respectée.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |